
Conseil franco-britannique Conférence Défense

2023

Défense franco-britannique :

Comment la France et le Royaume-Uni
contribuent-ils à assurer la sécurité de l'Europe



Résumé Exécutif



La neuvième édition de la Conférence Défense franco-britannique, organisée par le Conseil franco-britannique, sous l'intitulé « Comment la France et le Royaume-Uni contribuent-ils à assurer la sécurité de l'Europe », a eu lieu les 20 et 21 novembre 2023 à la Résidence de l'Ambassadrice de France à Londres.

La Conférence s'inscrit dans la continuité du Sommet franco-britannique qui s'est tenu au mois de mars 2023 et dont la réussite ne fait aucun doute. Il s'est en fait agi de la première conférence tenue en présentiel depuis 2018, qui s'est déroulée dans un contexte de coopération nettement plus rapproché entre deux puissances nucléaires européennes et membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, à la suite en particulier à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Cette rencontre s'est déroulée sous la règle de Chatham House, à l'exception cependant des allocutions d'ouverture prononcées par le Secrétaire d'État à la Défense britannique, The Rt Hon Grant Shapps MP, et le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu. Ce présent rapport est un résumé des principales discussions à retenir portant sur les thèmes suivants :

- « Comment le R.-U. et la France peuvent-ils œuvrer de concert pour influencer la politique de l'OTAN ? »
- « Face à la récente détérioration de notre environnement sécuritaire, quelles sont les implications en termes de capacités et d'engagements militaires pour le Royaume-Uni et la France ? »

- « De quelle façon la France et le Royaume-Uni peuvent-ils mobiliser le secteur industriel pour répondre au nouvel environnement de défense ? »
- « Comment le concept, les missions et la structure de la Force expéditionnaire conjointe interarmées (CJEF) pourraient-ils être mis à jour pour rester pertinents face à l'environnement sécuritaire actuel et que faudrait-il pour que le Royaume-Uni et la France s'engagent dans la CJEF ? »

La Conférence, soutenue par les ministères de la Défense français et britannique et par les Ambassades de France au Royaume-Uni et de Grande-Bretagne en France, a été financée cette année par le ministère de la Défense britannique auquel se sont joints leurs partenaires commerciaux **MBDA** et **Airbus** qui y ont généreusement contribué.

Il est important de souligner que quatre Young Leaders franco-britanniques militaires ont également participé au bon déroulement de la Conférence.

Allocutions d'ouverture

Par The Rt Hon Grant Shapps MP, Secrétaire d'État à la Défense britannique, et Sébastien Lecornu, ministre français des Armées



The Rt Hon Grant Shapps MP a souhaité la bienvenue à Londres au ministre français des Armées, et insisté sur l'importance historique de l'Entente Cordiale, indissociable des notions de liberté, d'égalité et de fraternité, des valeurs auxquelles adhèrent le Royaume-Uni et la France. Les sujets abordés ont porté sur l'évolution de la situation dans le monde et sur les menaces de plus en plus inquiétantes, en citant les conflits qui se jouent actuellement en Ukraine, au Moyen-Orient et l'alliance entre la Russie, l'Iran et la Corée du Nord, soit des enjeux dans lesquels le Royaume-Uni et la France ont des objectifs communs.

Le Secrétaire d'État à la Défense britannique s'est concentré sur trois principaux points : le soutien à l'Ukraine, le renforcement de l'ordre à l'échelle internationale sous l'égide de l'OTAN et l'élargissement des relations franco-britanniques pour relever les

défis auxquels le monde est actuellement confronté, notamment l'extrémisme et les cybermenaces, sans oublier le maintien des valeurs que nous partageons pour aboutir à l'avenir à un partenariat solide et durable.

Le ministre français des Armées Sébastien Lecornu s'est exprimé sur le caractère évolutif des défis que posent la défense et la sécurité, insistant sur la nécessité pour les deux pays de travailler ensemble en mettant l'accent sur la dissuasion et la lutte contre des menaces ciblées dans les régions maritimes. Il a par ailleurs souligné à quel point le partage des responsabilités sécuritaires franco-britanniques dans la Manche et l'Atlantique était important, tout comme le sont les responsabilités de l'OTAN dans la gestion des menaces hybrides.

Il a également insisté sur la contribution de la coopération économique et stratégique des deux pays en faveur du maintien de la sécurité en Europe, même dans l'ère post-Brexit, et sur la nécessité de nouer des alliances industrielles pour sécuriser les capacités militaires face à la concurrence mondiale de plus en plus prononcée.

Les deux ministres ont par ailleurs mis en lumière la valeur - désormais bien fondée - que représentent le réseau d'échange et les bureaux de liaison, et le fait que la coopération particulièrement étroite des deux pays concernant les questions opérationnelles est devenue systématique.

Pour conclure, le ministre français des Armées a déclaré avoir conscience des temps difficiles que nous traversons et de la nécessité pour les deux pays d'œuvrer de concert pour garantir la sécurité contre les menaces émergentes. Il attend de recevoir les conclusions de la Conférence Défense, qui tiendra lieu de document d'orientation pour à l'avenir consolider la collaboration entre les deux nations.

Allocution de bienvenue

Par Lord Peter Ricketts, Président du Conseil franco-britannique au Royaume-Uni

Lord Peter Ricketts, Président du Conseil franco-britannique au R.-U., s'est adressé aux délégués en leur souhaitant la bienvenue à la Conférence Défense. Il s'est félicité du nouvel élan que suscite la coopération en matière de défense entre les deux pays, en particulier à l'issue du Sommet de mars. Il a en outre rappelé l'ambitieux programme d'action fixé par le Président français et le Premier ministre britannique, insistant sur la nécessité d'intégrer des échanges entre forces armées, de partager les données et informations disponibles, de promouvoir les avancées technologiques et d'élargir la coordination. Il a aussi insisté sur l'importance que revêt la collaboration des gouvernements et du secteur industriel pour atteindre ces objectifs et rappelé les accords historiques de Lancaster House et le 25e anniversaire de la Déclaration de St-Malo en 1998, tout en s'interrogeant sur les écueils entravant la coopération franco-britannique post-Brexit en matière de défense. Il a clos sa présentation en encourageant fortement de trouver des solutions créatives en vue d'une coopération dynamique.



La perspective diplomatique

Les Ambassadrices de France au Royaume Uni et du Royaume Uni en France ont prononcé un discours sur la perspective diplomatique concernant la relation de défense entre le R.-U. et la France.

L'Ambassadrice de France au Royaume Uni, Mme Hélène Duchêne, s'est félicitée du renforcement de la coopération franco-britannique dans le domaine de la défense, particulièrement dans un monde où les tensions ne cessent de s'intensifier. Elle a souligné les défis auxquels est confronté le paysage géopolitique actuel sous forme de conflits, de « fake news », de menaces hybrides et d'une flambée des tensions en Asie. Elle a également évoqué les immenses efforts de coopération mis en œuvre en matière de défense, faisant mention entre autres d'exercices conjoints, de conflits de haute intensité et d'une planification synchronisée en vue d'éventuels déploiements dans la région Indo-Pacifique.

Cette dernière a mis l'accent sur les possibilités d'une collaboration plus étroite, notamment sur la nécessité d'optimiser davantage l'efficacité de la CJEF et d'assurer l'adaptabilité aux nouveaux défis stratégiques, en incluant l'importance des moyens militaires, les outils de communication et la coopération tactique. Elle s'est prononcée en faveur d'une collaboration en vue de lutter contre les enjeux climatiques, créer de nouvelles technologies et fortifier la résilience sur le plan de la protection des infrastructures industrielles et critiques.



L'Ambassadrice du Royaume Uni en France, Dame Menna Rawlings DCMG, a présenté une vue d'ensemble de la relation franco-britannique et mis en exergue les énormes progrès accomplis suite à une période mouvementée, comme le Brexit et la COVID-19, sans oublier l'accord des sous-marins AUKUS. L'Ambassadrice a souligné à quel point il était essentiel que le R.-U. et la France œuvrent ensemble pour assurer la sécurité et la résolution des conflits, et insisté sur l'impact unificateur de la guerre en Ukraine. Elle a donné quelques exemples de collaboration fructueuse en citant notamment l'octroi d'une nouvelle enveloppe de 500 millions de livres sterling à la cause de la migration illégale. Elle s'est aussi exprimée au sujet de plusieurs domaines de coopération, dont la collaboration nucléaire et le maintien d'un dialogue concernant la région Indo-Pacifique, partageant sa vision optimiste pour la poursuite en 2024 des progrès jusque-là réalisés, année qui devrait refléter les ambitions que nous avons de renforcer les relations entre le R.-U. et la France.



PREMIER THÈME DE DISCUSSION

Comment le R.-U. et la France peuvent-ils œuvrer de concert pour influencer la politique de l'OTAN ?



Faisant valoir des décennies de relations solides, les intervenants ont clarifié les progrès tangibles accomplis concernant le renforcement de l'engagement pris vis-à-vis de l'Ukraine. Des initiatives, dignes d'être notées, à l'instar du déploiement des officiers de liaison et en réciprocité des commandeurs adjoints de brigade, témoignent de la nature exhaustive de la collaboration franco-britannique. Le rôle décisif de l'OTAN en tant que pilier de la sécurité du R.-U., que renforce son engagement renouvelé envers l'Europe théâtre d'opérations prioritaire jette les bases favorisant une action collective.

Les intervenants participant à la discussion ont reconnu l'existence de différences au sein de l'alliance au sujet d'un certain nombre de questions. Ils ont insisté sur la nécessité pour le R.-U. et la France d'unir leurs forces pour trouver un terrain d'entente, surtout avec les pays d'Europe de l'Est. Des plans d'action, allant de la mobilisation en faveur de l'accession de la Suède à l'OTAN à l'optimisation des contributions des deux puissances nucléaires, se démarquent comme étant des impératifs stratégiques. Dans le même temps, la grande importance attachée à la mise en œuvre d'initiatives nucléaires conjointes ainsi qu'au renforcement de la coopération avec des pays voisins a certes donné plus de résonance au besoin d'accroître l'engagement en faveur d'une défense collective et d'une résilience stratégique.

Concernant la question du paysage multiforme des menaces émergentes, le débat s'est concentré sur les défis que posent la migration et l'énergie, mettant en évidence la nécessité d'avoir une stratégie tournée vers l'avenir. Le rôle de l'innovation et de l'action commune dans des espaces en litige, auquel vient s'ajouter un appel à organiser des événements commémoratifs coordonnés en 2024, témoignent d'une approche proactive. Le thème dominant consistant à renforcer la souveraineté et à faire valoir les contributions au bien commun, quelles que puissent être les fluctuations politiques des USA, révèle une feuille de route stratégique tournée vers l'avenir.

En conclusion, cette discussion approfondie a permis de tracer les grandes lignes d'une feuille de route en vue d'une collaboration franco-britannique au sein du cadre de l'OTAN. Alors que le R.-U. et la France traversent une situation géopolitique quelque peu mouvementée, les impératifs stratégiques et l'éthique collaborative soulignée constituent une solide assise sur laquelle orienter et influencer la politique de l'OTAN dans les années à venir.

La perspective industrielle

Lors de son allocution, Eric Béranger, Président Directeur Général de MBDA, s'est prononcé sur les perspectives industrielles au nom des sponsors MBDA et Airbus. Pour lui, la Conférence Défense du Conseil franco-britannique joue un rôle crucial dans l'établissement des relations, le renforcement de la compréhension mutuelle et la promotion d'approches innovatrices face à des défis sécuritaires qui ne cessent de s'intensifier partout dans le monde.

Les récents événements, qui ont frappé l'Ukraine et le Moyen-Orient, ont profondément modifié le paradigme sécuritaire, mettant en évidence la nature fondamentale de la relation entre le R.-U. et la France. Il a décrit l'impact que peut avoir la crise de l'Ukraine sur le modèle opérationnel de l'entreprise et sur l'industrie de la défense en général.

La guerre en Ukraine est un signal d'alarme, marquant un retour à un conflit interétatiques à grande échelle en Europe. En fait, ce conflit souligne l'importance des choix techniques faits par le R.-U. et la France, comme le Scalp/Storm Shadow ou ASTER, qui se sont révélés être des capacités d'intervention décisives pour les forces ukrainiennes.

Il a souligné les défis associés à l'intensification des activités de fabrication et de production, en soulignant les risques et les vulnérabilités que cela représente au niveau des chaînes d'approvisionnement critiques. Il a ajouté que des pénuries, des retards et des incertitudes liés à la disponibilité de composants et de matières premières ont été identifiés, constituant d'énormes obstacles que la situation géopolitique actuelle ne manque pas d'exacerber.



Pour tenter de résoudre ces défis, l'industrie prend plusieurs mesures dont la constitution de stocks, l'anticipation de commandes pour réduire les délais, le renforcement des capacités de production et l'investissement dans le capital humain et industriel. Il a insisté sur l'importance de l'innovation et du travail axé sur le développement des futures technologies pour rester technologiquement à la pointe du progrès, tout en délivrant des produits sans perdre de temps. La coopération franco-britannique est un atout déterminant lorsqu'il s'agit de répondre à ces défis. Par ailleurs, la coopération multinationale ne se contente pas d'assurer l'interopérabilité, mais elle renforce également l'efficacité, prévient la fragmentation, permet d'éviter la duplication et de réduire les coûts grâce à des économies d'échelle.

Se projetant dans l'avenir, Eric Béranger s'est exprimé sur une base technologique et industrielle de défense européenne renforcée et plus solide, axée sur des priorités bien précises, en faveur d'une approche orientée sur les résultats et d'une coopération soutenue entre les nations, pour pouvoir efficacement résoudre les défis en constante évolution liés à la sécurité. Le but recherché est d'aboutir à un engagement permanent dans un modèle coopératif qui offre des capacités à l'échelle du monde, tout en contribuant à assurer la résilience de la sécurité collective en Europe.



DEUXIÈME THÈME DE DISCUSSION

Face à la récente détérioration de notre environnement sécuritaire, quelles en sont les implications en termes de capacités et d'engagements militaires pour le Royaume-Uni et la France ?



Le deuxième sujet de discussion a porté sur les implications de la détérioration de l'environnement de sécurité pour les capacités et les engagements militaires du Royaume-Uni et de la France. Les intervenants sur ce thème ont souligné la complexité du paysage mondial actuel, en insistant sur les défis posés par la COVID-19, les

Ils ont déclaré que la planification du Royaume-Uni s'est concentrée sur des campagnes spécifiques aux forces, en particulier sur la Russie et l'Iran, avec un intérêt croissant pour la Chine. Les défis liés à la cybernétique, à l'espace et au renseignement nécessitent des investissements stratégiques. Les efforts de collaboration, tels que le Carrier Co-Ord et la résilience nationale, ont été discutés, ainsi que les opportunités à l'étranger dans les réseaux et les bases de défense.

Il ont mis l'accent sur les relations étroites entre le Royaume-Uni et la France, citant des valeurs communes et des engagements mondiaux partagés. Les deux nations ont collaboré à divers titres, notamment dans le cadre des opérations militaires au Mali et des efforts croissants en Afrique et dans la région Indo-Pacifique. Des domaines potentiels d'amélioration ont été

identifiés, tels que le partage de renseignements, la sensibilisation au cyberespace et à l'espace, ainsi qu'une stratégie commune pour soutenir l'Ukraine et dissuader l'Iran dans ses efforts de déstabilisation au Moyen-Orient.

La conversation a ensuite porté sur l'engagement pris dans la Déclaration du sommet de renforcer la coopération avec l'Ukraine. Les intervenants ont tous deux reconnu l'existence d'un soutien continu, axé sur la fourniture de munitions, l'entraînement des troupes et l'assistance en matière de missiles longue portée. Les actions de la Russie en mer Noire ont suscité des inquiétudes, soulignant la nécessité d'avancer ensemble vers l'est pour maintenir la pression.

La discussion a suivi sur les objectifs géopolitiques et le défi de l'équilibre des valeurs, avec un consensus sur le fait que ces questions sont avant tout politiques plutôt que militaires. L'engagement potentiel dans l'Indo-Pacifique a soulevé des questions sur la capacité du Royaume-Uni et de la France à y faire face, avec l'assurance que les capacités actuelles permettent une projection efficace des trois services.



En ce qui concerne la sécurité européenne, les orateurs ont souligné le rôle de leader du Royaume-Uni et de la France, et se sont engagés à travailler avec d'autres alliés européens pour offrir des capacités complémentaires. L'ordre du jour de l'OTAN a été discuté, en soulignant l'amélioration de l'alignement depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

La session s'est terminée par des discussions sur les engagements, les efforts potentiels de maintien de la paix et l'adaptation des stratégies politico-militaires en fonction de l'évolution de la situation au Moyen-Orient.

Research Fellow pour la Sécurité de l'Europe, RUSI



Au cours de la session suivante, Ed Arnold, Research Fellow, Sécurité de l'Europe, RUSI s'est félicité de l'intérêt plus prononcé envers les relations entre le R.-U. et la France en 2023 que lors des

années précédentes et du succès du Sommet franco-britannique qui a eu lieu en mars 2023 et qui a permis de relancer la collaboration entre les deux pays. L'ambition d'assurer une présence plus soutenue d'un Carrier Strike Group (CSG) européen dans la région de l'Indo-Pacifique est un exemple concret d'une volonté politique commune.

Les contributions du R.-U. et de la France à la sécurité de l'Europe ont été définies sous l'angle du leadership, des capacités et de l'expérience. Concernant le leadership, les deux nations ont déclaré être tout à fait en faveur d'opérations à large échelle ou expéditionnaires. Les prochaines élections américaines ont été identifiées comme étant un levier potentiel d'expansion de la coopération, peu importe les résultats de ces élections. La discussion a également porté sur la question des capacités, insistant sur le fait que les deux pays sont des puissances nucléaires possédant des structures de forces expéditionnaires analogues, ainsi que sur la question de l'alignement des investissements post-guerre en Ukraine dans des domaines clés.

La discussion a également abordé la question de l'expérience en matière d'opérations expéditionnaires, de politique de sécurité à l'échelon mondial et de collaboration dans plusieurs pays, au nombre desquels l'Estonie, la Bosnie, le Kosovo, la Libye. Le soutien à l'Ukraine a aussi été examiné. Les facteurs restrictifs ont été mentionnés, notamment les différences concernant l'adhésion à l'UE, les diverses opinions sur l'établissement d'un pilier européen au sein de l'OTAN et les puissantes industries de la défense. Ont en outre été décrits les efforts de collaboration déployés comme ceux d'OCCAR et les déclarations communes s'engageant à répondre aux inquiétudes partagées, tout en mettant l'accent sur l'importance de la résilience industrielle, de la sécurité des chaînes d'approvisionnement et de l'accès réciproque aux marchés.

TROISIÈME THÈME DE DISCUSSION

De quelle façon la France et le Royaume-Uni peuvent-ils mobiliser le secteur industriel pour répondre au nouvel environnement de défense ?



Les intervenants pour ce troisième sujet de discussion ont déclaré qu'il était impératif de s'adapter à un changement de paradigme, dans un contexte où les avantages technologiques historiques diminuent sur fond de menaces de plus en plus grandissantes. Au cours de leur intervention, ils ont insisté sur le remobilisation de l'OTAN et sur la nécessité d'une intégration, d'une interopérabilité et d'une interchangeabilité alliées afin de renforcer les capacités de défense collectives. Ils ont décrété que l'ouverture et la collaboration entre nations ainsi qu'une forte implication industrielle sont les piliers d'un avenir sûr. Notamment, les efforts conjoints déployés par le R.-U. et la France, qu'illustrent les entreprises Airbus, Thales et MBDA, sont l'évidence de la puissante influence des initiatives industrielles coopératives.

Lorsqu'ils ont abordé la question du marché des armes spécialement dans la période post-conflit de l'Ukraine les intervenants ont mis en avant la nécessité d'adopter une approche collaborative entre l'industrie et les établissements de défense. Ils ont ajouté que certains facteurs, tels que la diminution des niveaux de stocks, les chaînes d'approvisionnement vulnérables et les déficits technologiques posent des défis considérables. L'impact de la crise de la COVID-19 a servi de prise de conscience, mettant en exergue la faible visibilité du marché et le besoin d'avoir recours à

une action collective afin de trouver des solutions communes.

Les intervenants ont porté une attention particulière au rôle essentiel que joue le secteur industriel concernant la capacité de combat, insistant sur le fait que l'industrie est un pilier d'une défense puissante. Un certain nombre d'initiatives a été suggéré, comme donner de la visibilité à long terme aux industries pour renforcer les investissements dans des capacités de production, simplifier les processus administratifs et gérer les risques.

Les domaines clés évoqués ont englobé le soutien de l'accès au financement bancaire de l'industrie de la défense, la résolution des goulots d'étranglement au niveau de la production et la conduite d'une analyse de rentabilité pour le développement de matériel. L'appel en faveur d'une approche transposable entre les nations impliquées, suggérant de mutualiser les stocks et d'instaurer un comité conjoint de stratégie industrielle, a retenu l'attention.

Ils ont mis en avant les défis majeurs auxquels est confrontée l'industrie de la défense, notamment au niveau des perturbations dont sont l'objet les chaînes d'approvisionnement en raison d'événements géopolitiques. La réponse à ces problématiques est d'avoir recours à des



stratégies telles que la constitution de stocks, le renforcement des capacités de production et l'investissement dans le personnel et l'équipement. L'importance d'une approche sur le long terme, axée sur l'innovation, l'interopérabilité et l'adoption d'une certaine réserve à l'égard des approvisionnements non européens a été mise en évidence. Il a également été précisé que, malgré les efforts de l'industrie, une partie non négligeable des nouveaux approvisionnements proviennent depuis 2022 de pays n'appartenant pas à l'Europe, soulignant la nécessité de disposer d'une solide base industrielle de défense européenne. La discussion a en outre exposé l'imprédictibilité de l'environnement de la défense, reconnaissant les engagements des nations impliquées dans diverses opérations. De toute évidence, la fortification de l'interopérabilité, des synergies et de l'intensification sont des impératifs, d'autant plus dans le cadre de projets comme les porte-avions et de projections combinées. La CJEF a figuré au cœur de la discussion, mettant en avant la nécessité d'améliorer les canaux de communication, les systèmes de partage de l'information et le suivi des exercices conjoints dans un souci de maintenir une adaptabilité sans toutefois entraver ses capacités.

Parmi les propositions évoquées figure la reconnaissance de la nécessité d'accélérer les temps de réponse, de rationaliser les processus d'approvisionnement et d'accroître les investissements dans l'innovation. Dans le même esprit, et ce dans le but d'optimiser la capacité et la réactivité, la nécessité de redéfinir le marché de la défense, de résoudre les goulots d'étranglement au niveau de la production, de donner une visibilité accrue à l'industrie et de faciliter la disponibilité de plus grands stocks, a été soulevée. La conversation

a tourné autour de stratégies clés : développer l'industrie, synchroniser les demandes et assurer un accès plus fluide aux bases industrielles. Solidairement, la France et le R.-U. devraient chercher à assurer leur coordination à travers des centres d'excellence. En fait, des systèmes prioritaires dans le cas d'éléments critiques pourraient soutenir une génération de capacité alliée en temps de guerre, et permettre l'accès des PME au financement ; ce soutien pourrait davantage encourager un engagement et des investissements de l'industrie de la défense. Par ailleurs, de nouveaux défis, dont la cyberdéfense et la guerre de l'information, appellent vivement à adopter une approche proactive quand il s'agit d'adapter des outils de production et de se tourner vers de nouveaux domaines tels que l'IA et les sciences quantiques. Dans ce contexte, et pleinement conscients de ces défis qui ne cessent de se multiplier, les intervenants se sont de concert engagés en faveur de l'instauration d'un comité conjoint de stratégie industrielle et ont sollicité la mise en place de cadres agiles pour permettre de naviguer dans le paysage dynamique de la défense.

Pour conclure, le dialogue engagé sur la mobilisation de l'industrie de la défense ont révélé une approche multiforme. Les intervenants ont évoqué des stratégies permettant de soulever les défis, en insistant sur l'adoption de solutions collaboratives, sur une expansion accrue de la visibilité et sur le partage des engagements afin de renforcer la base industrielle de la défense en Europe. Alors que les nations impliquées naviguent dans un paysage géopolitique en évolution, il faut impérativement encourager l'innovation, renforcer l'interopérabilité et fortifier la résilience de l'industrie face aux incertitudes auxquelles le monde est confronté.



Lors de son allocution, la Sénatrice honoraire Joëlle Garriaud-Maylam a fait part de son expérience en qualité d'ancienne Présidente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, qui

récemment s'est investi dans des questions fondamentales, notamment dans le domaine du nucléaire, de la cybersécurité, de la défense et dans la situation en Ukraine.

Elle s'est penchée sur la réponse de l'Assemblée au conflit en Ukraine et évoqué la nécessité de soulever des questions devant les parlements nationaux, comme la question de la déportation des enfants ukrainiens en Russie. Elle a insisté sur le besoin de mettre en place un pilier de défense européen solide et unifié, même dans le contexte du Brexit. Elle a rappelé que le rôle que joue le Royaume-Uni en matière de sécurité en Europe est d'une importance cruciale, surtout si l'on réfléchit aux potentiels changements de positionnement des États-Unis.

En conclusion, l'ancienne Présidente de l'Assemblée parlementaire s'est prononcée en faveur d'une unité indéfectible entre le R.-U. et la France, déclarant que s'ils unissent leurs forces ces deux pays seront invincibles. La responsabilité des deux nations d'encadrer la défense sur l'échiquier européen est essentielle tout comme l'est la nécessité de continuer à investir dans les capacités industrielles et de coopération du domaine de la défense.



QUATRIÈME THÈME DE DISCUSSION

Comment le concept, les missions et la structure de la CJEF pourraient-ils être mis à jour pour rester pertinents face à l'environnement sécuritaire actuel et que faudrait-il pour que le Royaume-Uni et la France s'engagent dans la CJEF ?



La CJEF franco-britannique est pleinement opérationnelle depuis 2020. Les résultats obtenus ne sont pas seulement techniques et organisationnels, ils relèvent également du relationnel, de l'humain. Le niveau de connaissance, de compréhension et de confiance mutuelle entre militaires français et britanniques atteint grâce à la CJEF est sans équivalent. Toutefois, ces succès pourraient être fragilisés par l'émergence d'une nouvelle génération d'officiers étrangers à la construction de la Force. Surtout, son inemploi risque, à terme, de porter préjudice à sa crédibilité en tant qu'outil stratégique.

La France et le Royaume-Uni ont construit le cadre permettant le déploiement d'une force de 10 000 combattants. Les structures sont prêtes à l'emploi et permettraient de planifier une opération conjointe dans un spectre d'emploi extrêmement large, d'en assurer le commandement et le contrôle, le soutien logistique, et de combattre ensemble y compris dans le cyberspace et le champ informationnel.

Fondamentalement lié à la vivacité politique de la relation franco-britannique, le destin de la CJEF et la probabilité d'y recourir dépendent des progrès qui seront effectués selon trois lignes d'effort :

- Le domaine du renseignement appelle un surcroît de volontarisme, à la fois en termes de partage des données et de modernisation des réseaux existants.
- Davantage d'entraînements conjoints labellisés CJEF sont nécessaires, y compris dans des scénarios de haute intensité. C'est l'objet des exercices GRIFFIN STRIKE.
- Les militaires français et britanniques doivent assurer la promotion de la Force au niveau des décideurs politiques, en rappelant son haut niveau d'adaptabilité en termes de cadre et de format d'emploi.

Allocution de clôture

Par le Président du Conseil franco-britannique en France, Hervé Mariton

Clôture de la Conférence Défense Hervé Mariton, Président du Conseil franco-britannique en France, a remercié le Secrétaire d'État à la Défense britannique, le ministre français des Armées, les deux Ambassadrices et l'ensemble des intervenants ainsi que les partenaires commerciaux **MBDA** et **Airbus**.

Portant sur les valeurs partagées et les défis émergents, et ce plus particulièrement dans le contexte des événements en Ukraine, la Conférence avait pour objectif d'aborder divers aspects liés à la sécurité et à la paix en Europe. L'on ne peut que se féliciter du niveau d'ambition incontestable de l'ensemble des discussions.

Les thèmes suivants ont été abordés : l'exploration du rôle de l'OTAN, la réponse européenne et l'autonomie stratégique du pilier européen au sein de l'OTAN. L'importance de la dimension économique, notamment le concept « d'économie de guerre », a également été évoquée, tout comme ses implications pratiques, telles que la constitution de stocks et la production s'alignant sur les réalités opérationnelles. Il est évident que la sécurité en Europe est à présent fortement influencée par les événements en Ukraine.

Même si l'Ukraine était un thème central, Hervé Mariton a souligné que nous ne devons pas oublier l'existence d'autres problèmes fondamentaux, au nombre desquels figure la relation avec la Chine et les menaces qu'elle constitue. La coopération pour apporter des réponses à aux menaces islamistes dans divers régions du globe a également été abordée.

La Conférence a souligné le dynamisme de la coopération à divers échelons, notamment au niveau des interactions industrielles, militaires et humaines. Bien que nous puissions nous féliciter des réussites et des capacités de nos deux pays, nous ne devons pas oublier qu'il est essentiel d'élaborer des projets tangibles pour faire face aux futurs défis. Le concept de la CJEF reste solide, résilient et déterminé, mais il reste encore à débattre de la manière dont il sera mis en œuvre dans la pratique.

La Conférence a également porté sur la dimension financière, et plus particulièrement en ce qui concerne les PME, ainsi que sur l'impératif de transparence pour communiquer les choix qui ont été faits – qu'ils soient individuels ou collectifs. La ratification bilatérale de hausses budgétaires en faveur de la défense prouve à quel point les deux pays ont conscience de la nécessité d'investir dans la sécurité.



En conclusion, la Conférence a démontré que la coopération entre le Royaume-Uni et la France est essentielle pour faire face aux défis sécuritaires en Europe et au-delà. Les valeurs, les ambitions et les capacités industrielles que partagent nos deux nations sont autant d'atouts qui contribuent à disposer d'une défense durcie et résiliente.

Conclusions



De par leur influence, le Royaume-Uni et la France jouent un rôle essentiel dans la politique de l'OTAN, tout particulièrement quand il s'agit de renforcer son engagement vis-à-vis de l'Ukraine et en Israël qui montrent à quel point aujourd'hui, parfois, la guerre précède la paix. La coopération franco-britannique joue aussi un rôle crucial dans la consolidation de l'alliance, et ce avant tout avec les pays d'Europe de l'Est.

Les discussions ont tourné essentiellement autour des implications que peut avoir la détérioration de l'environnement sécuritaire pour les futures capacités britanniques et françaises. Nos deux nations se sont engagées à fournir des efforts de coopération dans des domaines tels que le partage de renseignements, la sensibilisation au cyberspace et à l'espace.

Pour faire face aux éventuelles perturbations et pénuries dont sont l'objet les chaînes d'approvisionnement, l'industrie se doit, entre autres, de constituer des stocks et d'augmenter ses capacités de production.

L'un des principaux thèmes abordés a été celui de la CJEF (Force expéditionnaire conjointe interarmées), les discussions ayant porté sur la mise à jour de son concept, de ses missions et de sa structure pour en conserver la pertinence.

L'efficacité future de la CJEF dépend des progrès accomplis en matière de renseignements, d'une formation conjointe et de sa promotion auprès des décideurs politiques.

La dimension financière a été évoquée lors de la Conférence, insistant sur la transparence au moment de communiquer les choix qui ont été faits – tant individuels que collectifs –, ainsi que sur une « économie de guerre ». La ratification bilatérale de hausses budgétaires en faveur de la défense a prouvé à quel point les deux pays ont conscience de la nécessité d'investir dans la sécurité.

Bien que l'Ukraine reste un problème central, il a été convenu que nous sommes confrontés à d'autres défis, tels que la menace que représente la Chine et les réponses à apporter aux menaces islamiques à l'échelon mondial.

En conclusion, la Conférence a salué le dynamisme de la coopération à tous les niveaux et le besoin de convenir de projets tangibles pour faire face aux défis à venir. Bien que toujours solide, continuer à débattre de la mise en œuvre pratique de la CJEF est indispensable.



Les participants de la Conférence Défense 2023

Mr Chris Allam, MBDA
UK

Mr James Allibone,
MBDA

Mr Ed Arnold, RUSI

M. Jay Asher, Senior
Public Affairs Manager,
Airbus

**Vice-Amiral d'escadre
Marc Aussedat**,
Direction générale de
l'armement

**Commander René
Balletta**, Royal Navy

Mr Sam Bardwell,
UK Ministry of Defence

Mr Nicolas Barotte,
Le Figaro

Mr Matt Baugh,
Foreign, Commonwealth
& Development Office

Mr Jonathan Beale,
BBC News

Dr Renaud Bellais,
MBDA

Mr Éric Béranger,
MBDA

Mrs Elisabeth Best,
Foreign, Commonwealth
& Development Office

M. Sébastien Bidaud,
Embassy of France to
the United Kingdom

Ms Sarah Biegel, UK
Ministry of Defence

**Ms Najma Bouakaze-
Khan**, Foreign,
Commonwealth &
Development Office

Captain Xavier Breitel,
UK Ministry of Defence

**Colonel David RJ
Calder OBE**, CJEF

Colonel Patrick Bryant,
Air attaché, French
Embassy, London

**IGA (General) Thierry
Carlier**, Direction
générale de l'armement

**Rear Admiral Simon
Charlier**, MBDA

**Wing Commander
David Cobb**, Royal Air
Force - Franco-British
Young Leader

**Mme Hélène Conway
Mouret**, Senator

Colonel Sean Cunniff,
British Embassy to the
French Republic

**Admiral Hervé de
Bonnaventures**, MBDA

Mr Marc de Carrière,
Rolls-Royce

M. Hugo Delcher,
Embassy of France to
the United Kingdom

Mme Hélène Duchêne,
Ambassadrice de France
au Royaume-Uni

M. Ewen Dymott, UK
Ministry of defence

**Professor Michael
Clarke**, Distinguished
Fellow, RUSI

Ms Emilie Cleret, Ecole
de Guerre

Mr Alexandre Escorcía,
DGRIS

Mr Shimon Fhima, UK
Ministry of Defence

**Wing Commander
Dave Fielder**, British
Embassy to the French
Republic

Mr Richard Ford, UK
Ministry of Defence

Major Jessica French,
British Embassy to the
French Republic

**Major Romain
Gallineau**, Armée de
Terre - Franco-British
Young Leader

**Lieutenant General
Thierry Garreta**, Etat
Major des Armées

**Mme la Sénatrice
Joëlle Garriaud-
Maylam**, Former
Senator

Mr Jonathan Geddes,
Desk Officer Weapons
Centre

Mr Jeremy Greaves,
Airbus UK

**Rear-Admiral Hervé
Hamelin**, French
Defence Attaché to the
United Kingdom

Joanne Hamer, UK
Ministry of Defence

Ms Deborah Haynes,
Sky News

Mr Patrick Horgan,
Rolls-Royce

Jakub Jankowski, UK
Ministry of Defence

**Wing Commander
Marshall Kinneer MA
RAF**, UK Ministry of
Defence

Naren Koratamaddi,
UK Ministry of Defence

Mr Guillaume Lacroix,
Embassy of France to
the United Kingdom

**CV Julien Lalanne de
Saint-Quentin**, Franco-
British Young Leader

Mme Sophie Lecoutre,
Embassy of France to
the United Kingdom

**Colonel Henri
Leinekugel-le-cocq**,
Embassy of France to
the United Kingdom

**IGA (BGen) Corinne
Lonchamp**, Direction
générale de l'armement

Mr David Mackintosh,
Franco-British Council

**Captain Robin
Mackworth-Young**, UK
Ministry of Defence

Mr Kenny Maclure, UK
Ministry of Defence

Mr Honor Main,
Foreign, Commonwealth
& Development Office

Mr Victor Mallet,
Financial Times

**Mr Roddy Malone
OBE**, UK Ministry of
Defence

Mr Hervé Mariton,
Président, Conseil
franco-britannique

Capt Richard Marratt,
UK Ministry of Defence

**Air Vice-Marshal Allan
Marshall**, Royal Air
Force

Mr Olivier Martin,
Conseil franco-
britannique

**Lt Cdr Windy
Marty**, FR/UK Joint
Expeditionary Force -
Marine Nationale

**Wing Commander
Suzanne McLaughlin**,
Royal Air Force - Franco-
British Young Leader

**CF Vincent
Monboussin**, Ministère
des Armées

Ms Lois Nicholson, UK
Ministry of Defence

David Olney, UK
Ministry of Defence

Mr Xavier Paitard,
Airbus

**Mr John Paul
Rathbone**, Financial
Times

Mr Philippe Peirs,
Franco-British Council

Ms Oriël Petry, Airbus
UK

Nick Pickard, Foreign,
Commonwealth &
Development Office

Mrs Sarah Price,
Foreign, Commonwealth
& Development Office

Mr Neville Proudlove,
UK Ministry of Defence

**ICA (COL Armament)
Jean Prudhomme**,
Embassy of France to
the United Kingdom

Mr Hinesh Rajani,
Foreign, Commonwealth
& Development Office

**HE Dame Menna
Rawlings DCMG**, British
Ambassador to the
French Republic

**Contre-amiral Luc
Raynal**, Etat-major des
Armées

**Lieutenant colonel
Thibault Ricci**, Armée
de l'Air et de l'Espace
- Franco-British Young
Leader

Lord Peter Ricketts,
Chair, Franco-British
Council

Ms Vicki Rowlands,
Executive at Hakluyt
& Company - Franco-
British Young Leader

**Professor Catriona
Seth**, Franco-British
Council

M. Chris Shaw, Thales
UK

Mr Andy Start, UK
Ministry of Defence

Mr Andy Start,
Defence Equipment &
Support (DE&S)

Cdr Dave Tetchner,
Royal Navy

Mr Vincent Thomassier,
MBDA

Brigadier Tony Turner,
UK Ministry of Defence

Ms Rachel Varley,
Airbus

Brigadier Al Veitch,
British Embassy to the
French Republic

**Lieutenant General
Roly Walker**, British
Army

Mr Peter Watkins, UK
Ministry of Defence

**Wing Commander
Matt Whitfield**, UK
Ministry of Defence

Ms Katherine Williams,
Rolls-Royce

Mr Tom Williams,
Airbus UK

Mr Patrick Wintour,
The Guardian

M. Daniel Wisdom,
BAE Systems

Mr Marc Woodcock,
Naval attaché, French
Embassy, London

**Col. (Retired) Geoff
Wright**, Senior Defence
Advisor, Franco-British
Council

Mr Paul Wyatt, UK
Ministry of Defence



Contact

Franco-British Council /
Conseil franco-britannique
167-169 Great Portland Street,
5th Floor
London W1W 5PF
info@francobritish.org
www.francobritish.org

À propos du Conseil franco-britannique

Le Conseil franco-britannique (CFB) a été créé en 1972 sur une initiative conjointe du Président Georges Pompidou et du Premier ministre Edward Heath, au moment de l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté européenne et dans un contexte de mondialisation grandissante. Depuis, il s'est consacré à la promotion d'une meilleure compréhension entre le Royaume-Uni et la France et au développement d'actions communes en rassemblant des personnalités des secteurs culturel, politique, économique, de la défense, de l'éducation et de la communauté scientifique.

Pour obtenir plus d'informations sur les futures Conférences Défense du Conseil, son programme Young Leaders franco-britanniques, son initiative Local Leaders et ses autres activités, veuillez visiter : www.francobritish.org

Remerciements

Le Franco-British Council / Conseil franco-britannique tient à remercier chaleureusement l'ensemble des intervenants et participants à la Conférence Défense 2023 ; ses sponsors pour leur générosité, notamment les ministères de la Défense britannique et français et ses partenaires commerciaux MBDA et Airbus pour leur soutien inestimable à cette neuvième édition ; l'Ambassadrice du Royaume-Uni en France et l'Ambassadrice de France au Royaume-Uni ; les membres du Comité de Direction ; les éditeurs de ce rapport et notre Conseiller principal à la défense, Geoff Wright, qui a rendu possible notre conférence cette année encore.

Un grand merci à tous nos partenaires.

